

Brèves économiques d'Afrique australe

Faits saillants – Semaine du 17 au 24 novembre 2017

- Afrique du Sud : Maintien du taux directeur à 6,75 %
- Angola : Nouvelle politique d'attribution de devises pour les opérations internationales des particuliers
- Namibie : Dégradation de la notation souveraine de la dette namibienne en catégorie spéculative
- Zambie : Poursuite du mouvement d'assouplissement monétaire et révision à la hausse des perspectives de croissance

Région

Evolution nominale des taux de change contre l'USD :

	Taux de change Pour 1 USD le 24 novembre	Evolution des taux de change contre l'USD (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	13,9 ZAR	+1,0	-1,5	+1,7	-1,4
Angola	165,9 AOA	-0,0	-0,0	-0,0	-0,0
Botswana	10,4 BWP	+1,1	-0,3	+4,5	+2,9
Mozambique	60,8 MZN	+0,3	+0,4	+23,9	+18,0
Zambie	10,1 ZMW	-0,6	-2,5	-2,1	-1,4

(+) : appréciation

Source : Banques centrales nationales

Afrique du Sud

Maintien de la notation de la dette souveraine à BB+ perspective stable (Fitch)

Le 24 novembre, l'agence de notation *Fitch* a confirmé son évaluation du risque souverain sud-africain en catégorie spéculative (1 cran sous la catégorie investissement), à la fois pour la dette en devises et en rand (BB+ pour les notes de long terme et B pour celles de court terme). La perspective stable associée aux notes de long terme est également maintenue. L'agence de notation continue de pointer du doigt la faible croissance (0,7 % attendu cette année par l'agence et 1,6 % en 2018), la dette publique importante et la détérioration de la gouvernance. Ces faiblesses sont compensées par une structure de dette publique favorable, une profondeur des marchés financiers sud-africains et un taux de change flexible qui aide à absorber les chocs externes.

Maintien du taux directeur à 6,75 % et révision marginale des prévisions de croissance (Banque centrale)

Le 23 novembre, la Banque centrale a décidé de maintenir le taux directeur à 6,75 % (abaissé de 25 pdb en juillet, et maintenu à 6,75 % en septembre). En parallèle, les hypothèses macroéconomiques n'ont été que marginalement modifiées : hausses de 0,1 point pour la prévision d'inflation 2018 à 5,2 % et pour la prévision de croissance 2017 à 0,7 %, et révision à la baisse des perspectives de croissance pour 2018 (-0,1 point) et 2019 (-0,2 point)

	2016	2017	2018 (P)	2019 (P)
Taux d'inflation (moyenne annuelle, %)	6,3	5,3 (=)	5,2 (+0,1)	5,5 (+0,1)
Taux de croissance du PIB (%)	0,3	0,7 (+0,1)	1,2 (-0,1)	1,5 (-0,2)

Source : SARB - entre parenthèses la différence avec les hypothèses du mois de septembre

Les perspectives de croissance économique restent limitées selon la Banque centrale, la faible confiance des entreprises continuant de peser sur les dépenses d'investissement et les dépenses de consommation des ménages devraient rester relativement modérées.

Hausse de l'indice composite du climat des affaires de la Banque centrale à 98,4 points en septembre (SARB)

En septembre, l'indice composite de la Banque centrale (« *leading indicator* » - apportant une indication de la situation économique à 6-9 mois) s'est élevé à 98,4 points (contre 97,2 points en août), portant la moyenne de l'indice à 97 points sur les 9 premiers mois de l'année (base 100 en 2010).

Baisse de l'inflation à +4,8 % en g.a en octobre (Autorités)

En septembre, le taux d'inflation s'est élevé à +4,8 % en g.a., portant la hausse moyenne des prix à +5,4 % sur les 10 premiers mois de l'année (+6,4 % en 2016). Pour le 5^{ème} mois consécutif, l'inflation se situe en-deçà de la limite haute de la cible visée par la Banque centrale (3-6 %) après avoir été en dehors pendant 7 mois de suite. En rythme mensuel, les prix ont crû de +0,3 % en octobre après +0,5 % en septembre. Selon le FMI, l'inflation devrait atteindre +5,4 % en moyenne cette année.

Angola

Nouvelle politique d'attribution de devises pour les opérations internationales des particuliers

La Banque Centrale angolaise a annoncé l'attribution d'un minimum de 50 000 USD par mois à chacune des banques commerciales actives en Angola pour le paiement des transactions internationales faites par les particuliers. Cette mesure, qui devrait améliorer la transparence autour de l'allocation de devises, est destinée à financer les transactions relatives aux voyages, au rapatriement des salaires, à l'aide familiale ou encore aux frais de santé et éducation à l'étranger. Le différentiel entre la valeur minimale allouée et l'enveloppe globale attribuée à ces transactions sera distribué aux banques en fonctions de leurs parts de marchés

Le plan semestriel d'amélioration économique et sociale comprendra la dynamisation du marché des capitaux

Le nouveau gouvernement a récemment approuvé un plan sur six mois (*Plano Intercalar*), pour mener des réformes jusqu'à ce que le Plan National de Développement 2018-2022 soit publié. Comme indiqué dans la feuille de route sur 6 mois, la promotion du marché des actions en Angola devrait passer par la privatisation en bourse de certaines entreprises angolaises. La promotion des valeurs mobilières est aussi mise en avant, ceci afin de financer les activités des entreprises angolaises et de fournir un nouvel instrument de placement pour l'épargne angolaise.

Mozambique

Poursuite de la baisse de l'inflation à +8,3 % en g.a. au mois d'octobre (Autorités)

Le mouvement de désinflation se poursuit au Mozambique depuis le mois de mars. Après +10,8 % en g.a au mois de septembre, il s'établit à +8,3 % en octobre, portant la hausse moyenne des prix à +17,2% sur les 10 premiers mois de l'année (contre 19,8% sur l'ensemble de l'année 2016). Le gouvernement s'est fixé pour objectif de ramener la hausse des prix en dessous de la barre des 15,5 % en moyenne annuelle en 2017. La stabilisation du taux de change MZN/USD et de meilleures conditions météorologiques favorables à un accroissement des rendements agricoles vont continuer de soutenir le reflux de l'inflation.

Namibie

Dégradation de la notation souveraine de la dette namibienne en catégorie spéculative (Fitch)

Le 20 novembre, l'agence de notation *Fitch* a abaissée en catégorie spéculative la notation de la dette libellée en devises à long terme (baisse d'un cran de BBB- à BB+, perspective stable). L'agence s'aligne ainsi sur la décision de Moody's le 11 août dernier de baisser la note du pays de Baa3 à Ba1, assortie d'une perspective négative. La décision de l'agence reflète la fragilisation des finances publiques et les faibles perspectives de croissance pour 2017 et 2018 : Le déficit budgétaire a été revu en forte hausse par le gouvernement lors de la revue budgétaire à mi-parcours (+2,9% attendu en 2019, au lieu de +1% initialement prévu) et le ratio d'endettement public devrait continuer à croître sur le moyen-terme (augmentation jusqu'à +44% du PIB pour 2019, contre une baisse initialement prévue à +38%). De plus, l'agence s'inquiète de la multiplication de facteurs venant peser directement sur des perspectives de croissance déjà affaiblies (+1,6% en 2017 selon les dernières prévisions du gouvernement contre +2,5% estimé en début d'année, et seulement +0,8% en 2017 selon Fitch et le FMI, après +1,4% en 2016) : la baisse de l'investissement public, la faiblesse des prix de l'uranium et des conditions de financement de l'économie devenues de plus en plus strictes.

Zambie

Poursuite du mouvement d'assouplissement monétaire (Banque centrale)

Le 22 novembre, le comité de politique monétaire a abaissé, pour la 4^{ème} fois de l'année, le taux directeur de 75 pdb à 10,25 % (baisse tout de même inférieure à celles de février et mai) et le coefficient de réserves de 150 pdb à 8 % (après une baisse de 300 pdb en mai et en août). Cet assouplissement a notamment été permis par le reflux de l'inflation depuis début 2016 (appréciation du kwacha face aux grandes devises ; baisse de certains prix alimentaires), par la volonté d'assouplir les conditions de prêt au secteur privé et par la détérioration de la situation financière des banques. En parallèle, la Banque centrale n'a quasiment pas révisé ses perspectives de croissance, désormais établies à 4,2 % pour cette année et 5 % en 2018 (contre respectivement 4,3 % et 5,1 % dans les prévisions précédentes d'août). Outre l'assouplissement monétaire qui permettra d'augmenter la liquidité en monnaie locale, l'activité profitera de l'augmentation des productions agricole, électrique, minière et manufacturière ainsi que des activités de construction.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique pour l'Afrique Australe.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Pretoria s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie et des Finances.



Auteur : Service Economique Régional de Pretoria

Adresse : Ambassade de France en Afrique du Sud

Rédigées par : Mathilde Limbergère et Hugo Fraschini

Revues par : William ROOS